

PREFECTURE DU LOIRET

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

A R R E T E

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR MME BOSSUET-NP
TELEPHONE 02 38 81 41 32
COURRIEL huguette.bossuet@loiret.pref.gouv.fr
REFERENCE APCOOPUISEAUX

imposant des prescriptions complémentaires
à la **COOPERATIVE AGRICOLE DE LA
REGION DE PUISEAUX** concernant en
particulier la réduction des risques liés au
stockage d'engrais, avec actualisation des
activités, pour son établissement de
PUISEAUX

ORLEANS, LE

08 FEV. 2005

**Le Préfet de la Région Centre
Préfet du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le Code de l'Environnement, et notamment le Livre I, le Titre I^{er} du Livre II, et le Titre I^{er} du Livre V,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles R 1416-1 à R 1416-23,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985,

VU l'arrêté ministériel du 10 janvier 1994 concernant le stockage d'engrais simples solides à base de nitrate ou d'engrais composés à base de nitrates,

VU l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou préparations dangereuses présentées dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la circulaire ministérielle en date du 21 janvier 2002 relative à la prévention des accidents majeurs dans les dépôts d'engrais soumis à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 juillet 2001 autorisant la Coopérative Agricole de la Région de Puiseaux à poursuivre et étendre son établissement de Puiseaux (stockage d'engrais solide et liquide),

VU la lettre de non changement de classification du 10 janvier 2002 concernant la construction d'un magasin de stockage de produits agropharmaceutiques,

VU la lettre en date du 23 avril 2003 accordant le bénéfice de l'antériorité à la Coopérative Agricole de la Région de Puiseaux pour l'exploitation d'un dépôt de 95 t de produits phytosanitaires,

VU la lettre de non changement de classification du 5 mai 2003 concernant la mise en place d'un dépoussiéreur,

VU le courrier du Directeur de la Coopérative Agricole de la Région de Puiseaux en date du 17 février 2004 décidant :

- de réduire la capacité totale de stockage à 2 800 t d'engrais à base de nitrate (au lieu de 4 000 t),
- de réduire la capacité de chacune des cases de stockage à 280 t (au lieu de 1 000 t),
- de ne pas stocker des engrais soumis à décomposition auto-entretenu,
- d'abandonner l'activité de mélanges de produits relevant de la rubrique 2515,

VU la lettre préfectorale du 6 juillet 2004 prenant acte de ces décisions,

VU les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, en date des 25 octobre 2004 et 25 janvier 2005,

VU la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental d'Hygiène et des propositions de l'Inspecteur,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 25 novembre 2004,

VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté,

VU les observations présentées le 17 décembre 2004 par le Président de la Coopérative Agricole de la Région de Puiseaux,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 512-3 du Code de l'Environnement, et notamment du titre I, du livre V, les conditions d'installation et d'exploitation jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, les moyens d'analyse et de mesure et les moyens d'intervention en cas de sinistre sont fixés par l'arrêté d'autorisation et, éventuellement, par des arrêtés complémentaires pris postérieurement à cette autorisation,

CONSIDERANT que le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié prévoit en son article 18 que des arrêtés complémentaires peuvent être pris, sur propositions de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental d'hygiène, fixant toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement nécessite,

CONSIDERANT que l'exploitant a maintenu la possibilité de stocker de l'engrais à base de nitrate à teneur en azote supérieur à 28 % en quantité supérieure à 1 250 t, activité relevant de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000,

CONSIDERANT que les nouvelles dispositions de réduction des risques à la source permettront de s'affranchir des risques de décomposition et d'explosion liés aux dépôts d'engrais solides à base de nitrate soumis à autorisation,

CONSIDERANT que les aménagements particuliers réalisés nécessitent un examen de leur impact sur la sécurité du site,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

1 – Objet de l'arrêté

Les dispositions du présent arrêté complémentaire à celui du 11 juillet 2001, prises en application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 modifié, sont applicables à la **société COOPERATIVE AGRICOLE de la Région de PUISEAUX** dont le siège social est Chemin de Charreau – B.P. 10 à PUISEAUX (45390), pour son établissement de **PUISEAUX**.

1.1. - Application

Le deuxième alinéa du paragraphe 1 et le tableau de classement du paragraphe 1.2. de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2001 sont abrogés et remplacés par les dispositions du paragraphe 1.2. de l'article 1^{er} du présent arrêté.

1.2. – Les installations et activités exploitées ou exercées sont les suivantes :

RUBRIQUE	DESIGNATION	CLT	OBSERVATIONS
2160-1.a	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables	A	Capacité totale : 59 800 m³
2260-1	Broyage, concassage, criblage, trituration, nettoyage, tamisage, mélange... de substances végétales et de tout produit organique naturel. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	A	Puissance totale : 579 kW
1331-2	Stockage d'engrais simples solides à base de nitrates correspondant aux spécifications de la norme NFU 42-001 ou engrais composés à base de nitrates. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 250 t et inférieure à 5 000 t	A	Capacité du stockage : 2 800 t (la quantité d'engrais à teneur en azote > 28 % étant supérieure à 1 250 t. Par cases de capacité unitaire de 280 t. Les engrais stockés ne devant pas être susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu
2175	Dépôt d'engrais liquide en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m ³	A	Capacité stockée : 120 m³
2910-A-2	Installation de combustion consommant seule ou en mélange du gaz naturel. La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	D	Puissance du séchoir : 4,58 MW
1155-3	Dépôt de produits agro-pharmaceutiques. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 15 t mais inférieure à 150 t.	D	Quantité stockée : 95 t

1.3. – Politique de Prévention des Accidents Majeurs :

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs, l'exploitant est tenu de réaliser, sous un délai maximum de **2 mois**, un document décrivant la politique de prévention des accidents majeurs mis en place dans cet établissement.

Ce document devra être maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 : Mesures de réduction des risques du dépôt d'engrais solide à base de nitrates

En plus des réductions de la capacité de stockage unitaire et totale prises en compte au paragraphe 1.2 qui précède, ce dépôt doit être rendu intégralement conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 janvier 1994 concernant les stockages d'engrais solides simples et composés à base de nitrates.

Avant la mise en service de ce dépôt, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité aux dispositions de cet arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi modifié. Cette attestation sera établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.

Ce dépôt ne peut stocker que des engrais solides à base de nitrate correspondants aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du parlement européen et du conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NFU-42001.

Il ne peut stocker que des engrais non susceptible de subir une décomposition auto-entretenue (selon le test en auge défini dans le cadre de l'ONU dans les recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses : "Manuel of tests and criteria, partie III, sous-section 38-2"). Cette caractéristique est à spécifier par l'exploitant pour ses commandes auprès de ses fournisseurs. L'exploitant doit pouvoir justifier du respect des dispositions visées ci-dessus relatives au stockage d'engrais exclusivement non soumis à DAE à tout moment dès la publication du décret modifiant la rubrique 1331 de la nomenclature qui introduit la distinction entre engrais soumis à décomposition auto-entretenue et engrais non soumis à décomposition auto-entretenue.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les éventuelles dispositions particulières mises en place dans ce dépôt et non explicitement prévues par l'arrêté ministériel du 10 janvier 1994 sont à justifier et doivent faire l'objet d'une étude d'incidence sur la sécurité par la réalisation d'une étude de dangers complémentaire (notamment revêtement des parois des cases de stockage, exutoires de fumée en façade, ...)

La détection automatique mise en place, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 10 janvier 1994 doit être adaptée aux risques présentés par les stockages réalisés et justifiée.

Ces dispositions doivent être réalisées sous un délai maximum de **3 mois**.

ARTICLE 4 -

Le requérant sera tenu, en outre, de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques, de se conformer, pour le même but, à toutes les mesures de précaution et autres dispositions que l'Administration jugerait utiles de lui prescrire par la suite.

ARTICLE 5 -

Il est expressément défendu de donner une extension quelconque à l'établissement, objet du présent arrêté, et d'y exercer des activités non déclarées avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

ARTICLE 6 - SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret pourra :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux.
- soit suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, le fonctionnement de l'installation.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

ARTICLE 7 - DROIT DES TIERS

Ladite autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de droit étant expressément réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

ARTICLE 8 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif (article L 514.6 du Code de l'Environnement) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour où le dit acte a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Van Seau

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 9 -

Le Maire de PUISEAUX est chargé de :

➤ Joindre une copie de l'arrêté au dossier relatif à cette affaire qui sera classée dans les archives de sa commune.

Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation.

➤ Afficher à la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution sera immédiatement transmis par le Maire au Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, Direction des Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Environnement.

ARTICLE 10 - AFFICHAGE

Un extrait du présent arrêté devra être affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 11 - PUBLICITE

Un avis sera inséré dans la presse locale par les soins du Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, et aux frais de l'exploitant.

ARTICLE 12 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Sous-Préfet de PITHIVIERS, le Maire de PUISEAUX, et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Div. 1	
Div. 2	
Div. 3	
Div. 4	
Div. 5	
Div. 6	
Div. 7	
Div. 8	
Div. 9	
Div. 10	
Div. 11	
Div. 12	
Div. 13	
Div. 14	
Div. 15	
Div. 16	
Div. 17	
Div. 18	
Div. 19	
Div. 20	
Div. 21	
Div. 22	
Div. 23	
Div. 24	
Div. 25	
Div. 26	
Div. 27	
Div. 28	
Div. 29	
Div. 30	
Div. 31	
Div. 32	
Div. 33	
Div. 34	
Div. 35	
Div. 36	
Div. 37	
Div. 38	
Div. 39	
Div. 40	
Div. 41	
Div. 42	
Div. 43	
Div. 44	
Div. 45	
Div. 46	
Div. 47	
Div. 48	
Div. 49	
Div. 50	
Div. 51	
Div. 52	
Div. 53	
Div. 54	
Div. 55	
Div. 56	
Div. 57	
Div. 58	
Div. 59	
Div. 60	
Div. 61	
Div. 62	
Div. 63	
Div. 64	
Div. 65	
Div. 66	
Div. 67	
Div. 68	
Div. 69	
Div. 70	
Div. 71	
Div. 72	
Div. 73	
Div. 74	
Div. 75	
Div. 76	
Div. 77	
Div. 78	
Div. 79	
Div. 80	
Div. 81	
Div. 82	
Div. 83	
Div. 84	
Div. 85	
Div. 86	
Div. 87	
Div. 88	
Div. 89	
Div. 90	
Div. 91	
Div. 92	
Div. 93	
Div. 94	
Div. 95	
Div. 96	
Div. 97	
Div. 98	
Div. 99	
Div. 100	
Div. 101	
Div. 102	
Div. 103	
Div. 104	
Div. 105	
Div. 106	
Div. 107	
Div. 108	
Div. 109	
Div. 110	
Div. 111	
Div. 112	
Div. 113	
Div. 114	
Div. 115	
Div. 116	
Div. 117	
Div. 118	
Div. 119	
Div. 120	
Div. 121	
Div. 122	
Div. 123	
Div. 124	
Div. 125	
Div. 126	
Div. 127	
Div. 128	
Div. 129	
Div. 130	
Div. 131	
Div. 132	
Div. 133	
Div. 134	
Div. 135	
Div. 136	
Div. 137	
Div. 138	
Div. 139	
Div. 140	
Div. 141	
Div. 142	
Div. 143	
Div. 144	
Div. 145	
Div. 146	
Div. 147	
Div. 148	
Div. 149	
Div. 150	
Div. 151	
Div. 152	
Div. 153	
Div. 154	
Div. 155	
Div. 156	
Div. 157	
Div. 158	
Div. 159	
Div. 160	
Div. 161	
Div. 162	
Div. 163	
Div. 164	
Div. 165	
Div. 166	
Div. 167	
Div. 168	
Div. 169	
Div. 170	
Div. 171	
Div. 172	
Div. 173	
Div. 174	
Div. 175	
Div. 176	
Div. 177	
Div. 178	
Div. 179	
Div. 180	
Div. 181	
Div. 182	
Div. 183	
Div. 184	
Div. 185	
Div. 186	
Div. 187	
Div. 188	
Div. 189	
Div. 190	
Div. 191	
Div. 192	
Div. 193	
Div. 194	
Div. 195	
Div. 196	
Div. 197	
Div. 198	
Div. 199	
Div. 200	
Div. 201	
Div. 202	
Div. 203	
Div. 204	
Div. 205	
Div. 206	
Div. 207	
Div. 208	
Div. 209	
Div. 210	
Div. 211	
Div. 212	
Div. 213	
Div. 214	
Div. 215	
Div. 216	
Div. 217	
Div. 218	
Div. 219	
Div. 220	
Div. 221	
Div. 222	
Div. 223	
Div. 224	
Div. 225	
Div. 226	
Div. 227	
Div. 228	
Div. 229	
Div. 230	
Div. 231	
Div. 232	
Div. 233	
Div. 234	
Div. 235	
Div. 236	
Div. 237	
Div. 238	
Div. 239	
Div. 240	
Div. 241	
Div. 242	
Div. 243	
Div. 244	
Div. 245	
Div. 246	
Div. 247	
Div. 248	
Div. 249	
Div. 250	
Div. 251	
Div. 252	
Div. 253	
Div. 254	
Div. 255	
Div. 256	
Div. 257	
Div. 258	
Div. 259	
Div. 260	
Div. 261	
Div. 262	
Div. 263	
Div. 264	
Div. 265	
Div. 266	
Div. 267	
Div. 268	
Div. 269	
Div. 270	
Div. 271	
Div. 272	
Div. 273	
Div. 274	
Div. 275	
Div. 276	
Div. 277	
Div. 278	
Div. 279	
Div. 280	
Div. 281	
Div. 282	
Div. 283	
Div. 284	
Div. 285	
Div. 286	
Div. 287	
Div. 288	
Div. 289	
Div. 290	
Div. 291	
Div. 292	
Div. 293	
Div. 294	
Div. 295	
Div. 296	
Div. 297	
Div. 298	
Div. 299	
Div. 300	
Div. 301	
Div. 302	
Div. 303	
Div. 304	
Div. 305	
Div. 306	
Div. 307	
Div. 308	
Div. 309	
Div. 310	
Div. 311	
Div. 312	
Div. 313	
Div. 314	
Div. 315	
Div. 316	
Div. 317	
Div. 318	
Div. 319	
Div. 320	
Div. 321	
Div. 322	
Div. 323	
Div. 324	
Div. 325	
Div. 326	
Div. 327	
Div. 328	
Div. 329	
Div. 330	
Div. 331	
Div. 332	
Div. 333	
Div. 334	
Div. 335	
Div. 336	
Div. 337	
Div. 338	
Div. 339	
Div. 340	
Div. 341	
Div. 342	
Div. 343	
Div. 344	
Div. 345	
Div. 346	
Div. 347	
Div. 348	
Div. 349	
Div. 350	
Div. 351	
Div. 352	
Div. 353	
Div. 354	
Div. 355	
Div. 356	
Div. 357	
Div. 358	
Div. 359	
Div. 360	
Div. 361	
Div. 362	
Div. 363	
Div. 364	
Div. 365	
Div. 366	
Div. 367	
Div. 368	
Div. 369	
Div. 370	
Div. 371	
Div. 372	
Div. 373	
Div. 374	
Div. 375	
Div. 376	
Div. 377	
Div. 378	
Div. 379	
Div. 380	
Div. 381	
Div. 382	
Div. 383	
Div. 384	
Div. 385	
Div. 386	
Div. 387	
Div. 388	
Div. 389	
Div. 390	
Div. 391	
Div. 392	
Div. 393	
Div. 394	
Div. 395	
Div. 396	
Div. 397	
Div. 398	
Div. 399	
Div. 400	
Div. 401	
Div. 402	
Div. 403	
Div. 404	
Div. 405	
Div. 406	
Div. 407	
Div. 408	
Div. 409	
Div. 410	
Div. 411	
Div. 412	
Div. 413	
Div. 414	
Div. 415	
Div. 416	
Div. 417	
Div. 418	
Div. 419	
Div. 420	
Div. 421	
Div. 422	
Div. 423	
Div. 424	
Div. 425	
Div. 426	
Div. 427	
Div. 428	
Div. 429	
Div. 430	
Div. 431	
Div. 432	
Div. 433	
Div. 434	
Div. 435	
Div. 436	
Div. 437	
Div. 438	
Div. 439	
Div. 440	
Div. 441	
Div. 442	
Div. 443	
Div. 444	
Div. 445	
Div. 446	
Div. 447	
Div. 448	
Div. 449	
Div. 450	
Div. 451	
Div. 452	
Div. 453	
Div. 454	
Div. 455	
Div. 456	
Div. 457	
Div. 458	
Div. 459	
Div. 460	
Div. 461	
Div. 462	
Div. 463	
Div. 464	
Div. 465	
Div. 466	
Div. 467	
Div. 468	
Div. 469	
Div. 470	
Div. 471	
Div. 472	
Div. 473	
Div. 474	
Div. 475	
Div. 476	
Div. 477	
Div. 478	
Div. 479	
Div. 480	
Div. 481	
Div. 482	
Div. 483	
Div. 484	
Div. 485	
Div. 486	
Div. 487	
Div. 488	
Div. 489	
Div. 490	
Div. 491	
Div. 492	
Div. 493	
Div. 494	
Div. 495	
Div. 496	
Div. 497	
Div. 498	
Div. 499	
Div. 500	
Div. 501	
Div. 502	
Div. 503	
Div. 504	
Div. 505	
Div. 506	
Div. 507	
Div. 508	
Div. 509	
Div. 510	
Div. 511	
Div. 512	
Div. 513	
Div. 514	
Div. 515	
Div. 516	
Div. 517	
Div. 518	
Div. 519	
Div. 520	
Div. 521	
Div. 522	
Div. 523	
Div. 524	
Div. 525	
Div. 526	
Div. 527	
Div. 528	
Div. 529	
Div. 530	
Div. 531	
Div. 532	
Div. 533	
Div. 534	
Div. 535	
Div. 536	
Div. 537	
Div. 538	
Div. 539	
Div. 540	
Div. 541	
Div. 542	
Div. 543	
Div. 544	
Div. 545	
Div. 546	
Div. 547	
Div. 548	
Div. 549	
Div. 550	
Div. 551	
Div. 552	
Div. 553	
Div. 554	
Div. 555	
Div. 556	
Div. 557	
Div. 558	
Div. 559	
Div. 560	
Div. 561	
Div. 562	
Div. 563	
Div. 564	
Div. 565	
Div. 566	
Div. 567	
Div. 568	
Div. 569	
Div. 570	
Div. 571	
Div. 572	
Div. 573	
Div. 574	
Div.	

**DIFFUSION :**

- ☐ Original : dossier
- ☐ Intéressé : Coopérative Agricole de la Région de Puisieux
- ☐ M. le Sous-Préfet de PITHIVIERS
- ☐ M. le Maire de PUISEAUX
- ☐ M. l'Inspecteur des Installations Classées
Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
Subdivision du Loiret - Avenue de la Pomme de Pin - Le Concyr
45590 SAINT CYR EN VAL
- ☒ M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
6 rue Charles de Coulomb - 45077 ORLEANS CEDEX 2
- ☐ M. le Directeur Départemental de l'Equipement du Loiret - SAURA
- ☐ M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- ☐ M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- ☐ Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
- ☐ M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours
- ☐ M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
- ☐ M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- ☐ D.C.L.E. – Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme

